



Mobilisation au SPIP 93

Réunis en intersyndicale, la CGTIP 93 et la section locale du SNEPAP-FSU ont répondu à l'appel national à se mobiliser le 6 mai pour sauvegarder l'avenir de notre profession.

Nos organisations s'alarment de la ligne ultra sécuritaire défendue par Monsieur DARMANIN à travers notamment la création d'une police pénitentiaire, la fin des activités, la stigmatisation des détenus étrangers et la spécialisation des établissements « narcotraffic » avec un retour des quartiers haute-sécurité. Les conditions de détention inhumaines de ces futurs établissements sont même mises en avant par le Ministre dans un courrier adressé le 28 avril aux agents de l'administration pénitentiaire.

Nous dénonçons la relégation de nos missions d'insertion au second plan avec une baisse des budgets alloués à notre filière mais aussi la diminution du nombre de recrutements en contradiction avec l'augmentation de la population pénale. Le regard porté par notre Ministre sur nos missions d'insertion apparaît clair lorsque celui-ci vient interdire des activités mises en place par le SPIP car jugées « ludiques » ou « provocantes ».

Actuellement, il y a 82 800 détenus incarcérés dans des conditions indignes, condamnées à de nombreuses reprises par la CEDH. Toutefois, cette situation dramatique des prisons françaises ne fait jamais l'objet d'une réflexion systémique ni sur ses causes ni sur les conséquences qu'elle emporte, que ce soit pour les personnes détenues ou pour les agents.

Nous sommes attré.es que la question pénitentiaire soit sans cesse utilisée par notre Ministre comme une vitrine au service de ses ambitions politiques personnelles.

Cerise sur le gâteau, Monsieur DARMANIN annonçait au JT de TF1 vouloir faire payer un « loyer » aux détenus, reprenant à son compte la proposition d'un député des Vosges qui vise à faire payer 20% du coût de leur détention aux prisonniers.

Dans le 93, département métropolitain le plus pauvre de France, le taux d'occupation du CP de Villepinte avoisine les 200%. Les CPIP suivent plus de 90 personnes en milieu ouverts (au lieu des 60 fixés par l'administration). Comment prendre en charge notre public de manière satisfaisante et prévenir la récidive dans ces conditions ?

Les orientations politiques imposées par Monsieur DARMANIN ne manqueront pas d'aggraver une situation déjà au bord du précipice.

Ces politiques publiques laissant de côté les missions d'insertion de l'administration pénitentiaires doivent cesser ! Elles sont démagogiques, inefficaces et contre productives.

La section locale du SNEPAP-FSU et la CGT IP 93 continueront de s'opposer à des décisions qui ne vont ni dans l'intérêt des personnes condamnés, ni dans l'intérêt des personnels pénitentiaires, ni dans l'intérêt de la société

La CGT IP 93 et la section locale SNEPAP FSU